

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 16 JANVIER 1929

Rapport de la Commission des Travaux publics et des Affaires économiques chargée de l'examen du Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1929.

(Voir les nos 4-IX et 49 du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président; DE COCK DE RAMEYEN, HANNICK, LALEMAND, POLET, VAN BELLE, le vicomte G. VILAIN XIII et le baron GILLÈS DE PELICHY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Amendé, le 15 janvier 1929, par le Gouvernement, le budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1929 se clôture :

En dépenses ordinaires	
par fr.	180,949,538

En dépenses exceptionnelles par	16,972,000
---	------------

Soit ensemble la somme de fr.	197,921,538
---	-------------

L'augmentation de 35,033,135 francs sur les crédits votés en 1928 est causée principalement par la nécessité de procéder à la réfection et à l'entretien des routes, de veiller à la conservation des bâtiments de l'Etat, à l'entretien des ports de la côte, des canaux et des rivières, d'accorder une majoration des indemnités de séjour des surveillants, agents des voies navigables et cantonniers et d'adopter un nouveau mode de déplacement des ingénieurs des Ponts et Chaussées, à la suite des suggestions de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat. Le

Gouvernement nous affirme que les deux dernières causes d'augmentation citées ci-dessus seront plus que compensées par les réductions de personnel, qui seront la conséquence de la réforme des services des Ponts et Chaussées et par une meilleure surveillance des travaux.

L'an dernier, votre Commission s'occupa spécialement de la compression des dépenses, de l'entretien des routes, de la signalisation des crues des cours d'eau et des communications meilleures à établir entre notre métropole commerciale et ce qui devrait être son avant-port : Zeebrugge.

Cette année, elle porta surtout son attention sur les inondations, les routes et leurs plantations, les casernements de la gendarmerie, les ports de la côte, les bâtiments civils, quelques travaux urgents et les agents en disponibilité. Le résumé de ses délibérations fera l'objet des chapitres suivants :

I.

LES INONDATIONS.

Votre Commission n'a pas voulu entreprendre la discussion de ce budget sans

donner un témoignage de sa profonde sympathie aux populations si éprouvées des vallées de l'Escaut, de la Dendre et de la Nèthe.

Elle félicite chaleureusement le Gouvernement d'avoir pris l'initiative d'une large et généreuse indemnisation des nombreuses et si intéressantes victimes des inondations.

Elle rend un juste hommage au zèle et au dévouement dont font preuve en ces circonstances tragiques les autorités civiles, l'armée, le service des Ponts et Chaussées. Elle félicite de leur inlassable dévouement les associés de la Croix Rouge, de l'œuvre nationale de l'Enfance, du « Boerenbond », et les nombreux promoteurs d'œuvres de secours d'un caractère plus privé dont la discrétion égale la modestie et relève le mérite.

La brusque rencontre, entre des digues mal affermies, des eaux d'amont démesurément grossies par des pluies persistantes et des eaux d'aval furieusement refoulées, en une masse écrasante, par une épouvantable tempête, semble avoir été la cause principale du désastre.

Des mesures immédiates ont été prises par les Pouvoirs publics pour arrêter le fléau et pour remédier, dans la mesure du possible, aux immenses dégâts produits.

Peut-être eut-on jadis à déplorer quelque négligence ou quelque lenteur dans l'étude et l'exécution des travaux de réfection projetés ?

Nous ne nous attarderons pas à incriminer le passé.

Nos délibérations ont principalement pour but de sauvegarder l'avenir.

Votre Commission estime qu'au nombre des mesures préventives à prendre sans tarder pour empêcher le retour de semblables calamités figurent, en tout premier lieu, une collaboration de plus en plus étroite du Service des Wateringues et du Service des Ponts et Chaussées, puis, au besoin, un droit de contrôle plus actif et plus effectif de celui-ci sur les agissements des pro-

priétaires riverains, des Wateringues et des autres administrations locales.

Le Gouvernement, nous n'en doutons pas, ne tardera pas à nous saisir des projets de réglementation nouvelle, imposés par les circonstances.

Les inondations causées antérieurement déjà par suite de l'accident survenu près des écluses de Nieupoort, ont également retenu l'attention de votre Commission.

Elle tint à savoir pour quelles raisons le service local des Ponts et Chaussées avait été supprimé à Nieupoort, peu de temps avant que ne survint ce sinistre; et elle demanda au Ministre des Travaux publics s'il n'estime point qu'il y aurait lieu de le rétablir.

Il lui fut répondu comme suit :

« Le Service de Nieupoort a été supprimé, comme tous les autres arrondissements des Ponts et Chaussées, parce que le Gouvernement a accepté en cette matière les conclusions de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat.

» Les raisons principales qui sont développées dans le rapport de ce collège sont que la suppression des arrondissements permet de réduire considérablement les effectifs du personnel administratif et que, de plus, le relais de l'arrondissement étant supprimé, les affaires sont expédiées beaucoup plus rapidement.

» Comme j'ai eu l'occasion de le déclarer au Sénat, en ce qui concerne les arrondissements de Termonde, de Courtrai et de Nieupoort, il n'y a pas encore de décision définitive.

» Puisque l'on a parlé de la suppression de l'arrondissement de Nieupoort à la suite de l'accident survenu, j'ajouterais qu'il n'y a aucun rapport de cause à effet entre la suppression de cet arrondissement et l'accident survenu. »

Les inondations causées, il y a trois ans, par les crues subites de la Meuse, celles toutes récentes de Nieupoort, puis

des vallées de l'Escaut, de la Dendre et de la Nèthe et les travaux que l'on effectue sans cesse pour améliorer la passe de l'Escaut, semblent justifier plus que jamais l'établissement d'un laboratoire hydraulique. L'opportunité de cette institution fut maintes fois démontrée au Parlement. Vos honorables Collègues de la Commission des Travaux publics ont cru bon de demander au Gouvernement de préciser ses intentions à ce sujet. La réponse suivante leur fut donnée :

« La création d'un laboratoire hydraulique à l'Université de Gand a été décidée *en principe* en 1925, un accord étant intervenu entre le Département des Sciences et des Arts et celui des Travaux publics.

» Malheureusement, la compression des dépenses et la pénurie des crédits mis à la disposition de ce dernier Département n'ont pas permis jusqu'ici de reprendre la question. La dépense à résulter de l'établissement de ce laboratoire était évaluée, en 1925, à 2 millions. »

II.

NOS ROUTES ET LEURS PLANTATIONS.

La majoration constante des crédits destinés à la réfection et à l'entretien de nos routes a obtenu le plein assentiment de votre Commission.

Cette année, ces crédits atteindront 79.600.000 francs.

La nécessité de procéder sans retard à l'amélioration des nombreuses voies de communication et la majoration des prix justifient amplement cette libéralité des pouvoirs publics.

Il y a d'ailleurs un intérêt national évident, nous affirme le Gouvernement, dans les développements du budget, à faire en 1929, un sacrifice pécuniaire supplémentaire pour assurer le service convenable des transports sur nos routes pendant l'année du centenaire de l'indépendance nationale belge.

L'accroissement considérable de la circulation auquel on doit s'attendre, durant cette période, tant de la part des voyageurs belges que des nombreux étrangers qui visiteront notre pays, attirera spécialement et à nouveau notre attention sur la nécessité, déjà maintes fois signalée, dans divers milieux, de détourner, par des boulevards de ceinture, ou de larges chemins de traverse, les grandes voies de communication du centre déjà si congestionné de nos villes. Le trafic destiné à d'autres centres de notre activité y gagnerait incontestablement en rapidité et en sécurité.

L'étude de ces travaux se ferait d'accord avec les administrations urbaines. L'accès, souvent si difficile, de nos cités serait facilité pour ceux qui désirent y pénétrer. Les voyageurs qui passent outre trouveraient dans ces voies détournées un immense avantage, et tous, nous le espérons, seraient faites avec goût par des spécialistes dont nous avons déjà maintes fois éprouvé la compétence.

De belles plantations et des jardins publics ne seraient-ils pas souvent l'heureux complément de ces entreprises ?

C'est avec une réelle satisfaction que votre Commission a appris l'autorisation donnée à l'élargissement de plusieurs routes, notamment de celle de Bruxelles à Ostende et de Bruges à Blankenberghe, autorisation donnée par le Comité du Trésor réuni sous la présidence du Premier Ministre. Elle espère vivement que le Gouvernement ne s'arrêtera pas en aussi bonne voie, il y a encore, sur ce point, tant de progrès à faire.

De plus, nous avons constaté avec joie que, dans sa séance du 23 novembre dernier, le même comité, en vue d'activer la remise en état de notre réseau routier, a approuvé l'acquisition du matériel nécessaire à l'organisation de divers postes de bitumage et de goudronnage en régie.

A en juger par le retard que les préposés à l'entretien journalier de nos voies

de communication mettent à la réparation des avaries causées par une circulation de plus en plus intense, on pourrait se demander si ces préposés ne manquent pas eux aussi de matériel ?

Quelques pavés remis en place, un peu de gravier versé dans les cavités communément appelées nids de poules, quelques charretées de ballast répandues sans retard pour réparer des accotements défectueux, éviteraient pourtant bien des accidents, bien des dommages et aussi très souvent, dans l'avenir, un notable accroissement de dépenses.

Votre Commission a manifesté le désir d'obtenir des indications précises et détaillées sur l'emploi des sommes dépensées, durant les trois dernières années, pour le seul entretien des routes. Voici la réponse que lui fournit le Gouvernement :

« Il n'est pas possible de donner immédiatement les sommes précises dépensées depuis trois ans pour l'entretien des routes. Le tableau des dépenses qui va être dressé sera communiqué sous peu à la Commission. Les crédits, votés par la Législature pour l'entretien, qui ont été pour les années 1925, 1926 et 1927, respectivement de 26,000,000, 26,000,000 et 39,000,000 de francs, ont été entièrement dépensés. Ces dépenses d'entretien ont porté d'une façon générale sur :

» 1^o Les baux d'entretien, c'est-à-dire les entreprises confiées aux adjudicataires pour l'exécution de travaux :

» a) De relevés à bout neufs et vieux de pavages sur des routes et selon des quantités fixées dans le cahier des charges;

» b) De rechargements généraux et partiels cylindrés pour chaussées empierrées;

» c) De fourniture de pierraille à mettre en œuvre par les cantonniers sur les empierrements;

» d) De terrassements, curage de fossés, profilage des accotements, etc.;

» e) D'entretien des plantations routières;

» f) D'enlèvement des neiges;

» g) Pour fournitures et travaux imprévus de toute nature, à concurrence de sommes et suivant prix unitaires déterminés dans le cahier des charges;

» 2^o Les entreprises spéciales d'entretien de pavages et d'empierrements, d'enduisages de chaussées empierrées, de construction ou rechargement de pistes cyclables, de plantations nouvelles, etc.

» 3^o Les prestations et salaires pour l'entretien en régie des avenues, parcs et squares de l'État dans l'agglomération bruxelloise;

» 4^o Les acquisitions de terrains pour la réalisation des alignements décrétés par arrêtés royaux;

» 5^o Les subsides aux communes pour l'établissement de trottoirs, d'égouts, etc. sur la grande voirie de l'État;

» 6^o Le service du garage des automobiles des Ponts et Chaussées, et de réparations des motocyclettes et bicyclettes de service des fonctionnaires de cette administration.

A diverses reprises, votre Commission a aussi donné des preuves de l'intérêt tout particulier qu'elle porte aux plantations qui contribuent pour une si grande part à l'embellissement de nos routes et de nos promenades publiques. Nul de nous n'ignore que le choix judicieux des essences à employer nécessite une étude approfondie des qualités du sol, du climat et aussi des vents dominants. La bonne réussite des plantations dépend encore, dans de très fortes proportions, de la qualité des plants et des soins apportés par les ouvriers dans la préparation et, au besoin, dans la fumure du sol et le creusement des fosses. Elle dépend encore de l'époque de la plantation, de la façon dont les jeunes arbres sont confiés à la terre, puis assujettis à un tuteur.

Ceux qui sont chargés de ces travaux y apportent-ils toujours tous les soins voulus? Possèdent-ils habituellement toute la compétence nécessaire? Et ceux qui sont chargés de les diriger, bien

qu'ils aient généralement étudié ces questions dans leur jeunesse, ne sont-ils pas souvent absorbés par d'autres soucis ? Possèdent-ils toujours l'expérience nécessaire ? Comment expliquerions-nous l'existence de tant de plantations défectueuses, tant sur les routes de l'Etat que sur celles des provinces et des communes, s'il n'y avait pas sur ce point des progrès à faire ? Et pourtant, usager de la route et tous ceux qui se soucient de la beauté de notre pays, et ils sont nombreux, demeurent-ils insensibles aux progrès réalisés dans le développement des superbes alignements dont les frondaisons font le charme des voies de communication dans nombre de pays voisins ? Ne souhaitent-ils pas pareille parure pour nos routes ?

Par ces temps de disette, et par conséquence de cherté du bois, il est incontestable que le trésor public et les caisses souvent vides, de nos provinces et de nos communes bénéficieraient aussi d'un très appréciable supplément de ressources, si nos plantations routières étaient mieux entretenues.

C'est pour promouvoir la bonne exécution de ces plantations que votre Commission a demandé et obtenu des pouvoirs publics que le Service des Eaux et Forêts collabore aux études préparatoires du Service des Travaux publics.

Déjà des consultations ont eu lieu en 1927. Questionné par nous, l'honorable Ministre a répondu qu'en 1928, le Département n'a pas adjugé beaucoup de travaux de plantations nouvelles.

» Voici l'énoncé de quelques travaux de l'espèce pour lesquels les services des Eaux et Forêts ont été consultés au préalable :

» Plantations sur la route de Bruxelles à Lille.

» Plantations sur la route de Gand à Mons.

» Plantations sur la route de Hornu à Barry.

» Plantations sur la route de Gand à Valenciennes.

» Plantations sur la route de Bruxelles à Mons.

» Plantations sur la route de Namur à Charleroi.

» Plantations sur diverses routes de la province de Hainaut, faisant l'objet du cahier des charges n° 159 de 1928.

» Plantations sur les routes de Bruxelles à Ostende, d'Assche à Termonde et de Bruxelles à Ninove, dans la province de Brabant.

» Il est de règle de consulter les Services des Eaux et Forêts, et cette règle est observée, sauf dans les cas où aucun doute n'est permis sur le choix des arbres à admettre.

» En tous cas, les instructions prescrivant la consultation préalable des Services des Eaux et Forêts seront encore rappelés aux Services des Routes. »

Votre Commission s'est demandé si l'avis fort utile du Service des Eaux et Forêts ne pourrait pas encore être sollicité, non pas accidentellement, mais d'une façon générale, pour les plantations des routes provinciales et communales ? Il y aurait là aussi, semble-t-il, un très utile travail de collaboration à encourager et à développer.

III.

CASERNEMENTS DE LA GENDARMERIE.

Lors de l'examen des articles 15 et 35 du budget des Travaux publics, plusieurs membres de votre Commission ont manifesté le désir de voir porter au budget du Corps de la Gendarmerie les crédits prévus en dépenses ordinaires et les crédits prévus en dépenses exceptionnelles. D'autres membres firent remarquer que la construction, l'entretien, la réparation et les appropriations des locaux de service nécessitent un personnel spécialement compétent que ne possède pas le Corps de la Gendarmerie.

Le créer de toutes pièces pour ce service serait peu économique, alors que

le Corps des Ponts et Chaussées possède les ingénieurs, les architectes et tout le personnel nécessaire.

Mais il fut dit que peut-être l'on pourrait répartir les charges propres entre les deux budgets ? La même remarque fut faite pour ce qui concerne les dépenses de location de logements pour la gendarmerie qui figurent au budget de l'Intérieur. Peut-être y aurait-il lieu également de reporter ces dépenses au budget de la gendarmerie ? Les crédits prévus paraissent du reste insuffisants. Dans nombre de localités, par suite de la hausse des loyers, les gendarmes ne trouvent pas à se loger dans ces conditions.

IV.

LES PORTS DE LA CÔTE.

Nous lisons dans le développement du Budget des Travaux publics, article 18, que l'entretien de nos ports à la côte nécessitera une majoration de crédit d'un million.

Votre Commission a désiré savoir comment cette majoration sera répartie.

Voici les chiffres prévus par le Gouvernement :

Ports et côte d'Ostende	fr.	300,000
Port et côte de Nieuport	.	200,000
Port et côte de Blankenberghe	.	500,000
Total,		fr. 1,000,000

Plusieurs membres de votre Commission ont souhaité d'obtenir de plus quelques détails sur l'emploi des 5 millions prévus au même article 18 du Budget pour les dragages, la côte, les parcs, avenues et plantations des dunes, etc. Il leur fut répondu par le Département des Travaux publics que cette somme comprend les postes suivants :

3,000,000 de francs pour les dragages à effectuer dans les ports de Nieu-

port, Blankenberghe et Ostende, ainsi que dans les passes d'accès de ces ports.

1,200,000 francs pour l'entretien des ouvrages de la côte de Blankenberghe;

250,000 francs pour l'entretien des ouvrages de la côte d'Ostende;

200,000 francs pour l'entretien des ouvrages de la côte de Nieuport;

100,000 francs pour l'entretien des dunes;

250,000 francs pour travaux divers.

Ce ne sont là que de simples prévisions pouvant être modifiées au cours de l'exercice, le total de 8,000,000 de francs porté à l'article 18 étant seul invariable.

V.

LES BATIMENTS CIVILS.

Plusieurs membres de votre Commission ont attiré l'attention du Gouvernement sur l'urgence des travaux de réparation à effectuer au dôme du Palais de Justice de Bruxelles et à la lanterne qui le surmonte. Une note-annexe au budget nous donne l'assurance qu'une somme de 60,000 francs prélevée sur le crédit de 5,900,000 francs sollicité pour les bâtiments civils sera spécialement affectée à ce travail et que de plus la remise en état des lanterneaux des toitures ainsi que les peintures des fers et boiseries des parties hautes de l'édifice seront assurées.

L'utilisation meilleure des sous-sols de ce vaste édifice a également été envisagée. Votre Commission prie le Gouvernement de soumettre prochainement cette question à une étude approfondie.

L'état fort défectueux de certaines toitures du Palais royal de Bruxelles retint encore l'attention de nos honorables collègues.

Le chef du Département des Travaux publics répondit comme suit aux demandes de renseignement qui lui furent adressées :

« Les travaux suivants ont été exécutés :

tés aux toitures du Palais royal de Bruxelles et dépendances, sur les ressources du crédit de 700,000 francs figurant à l'article 32 du budget ordinaire de 1928 (dépenses exceptionnelles) :

» a) Réfection des toitures des dépendances du Palais vers la rue de Namur. (Montant des travaux réellement exécutés), fr. 49,919-90.

» b) Réfection des toitures aux écuries royales, place du Trône. Le montant exact des travaux n'est pas encore déterminé, il est d'environ 4,000 francs.

» Aucune autre proposition visant à des travaux de réparations aux toitures que celles visées ci-dessus n'est parvenue au Département.

» Il est à remarquer toutefois que les prévisions budgétaires de 1929 comportent, dans la ventilation de l'article 33 (Budget ordinaire, dépenses exceptionnelles), un crédit de 80,000 francs à affecter au peinturage des charpentes métalliques, des trois dômes et des lanternes extérieurs du palais. »

VI.

QUELQUES TRAVAUX URGENTS.

La nécessité de reconstruire, sans retard, sur le canal qui mène d'Ostende à Bruges, le pont de Varssenaere, fut signalée à votre Commission. Des villages, des exploitations agricoles sont coupés. Les communications sont devenues quasi impossibles depuis la guerre.

A la sortie de Bruges, le pont de Scheepsdaele, employé durant la belle saison par les milliers de voyageurs qui visitent la côte, tarde véritablement trop à être rétabli.

Le tronçon de chaussée nouvelle construit au hameau de Maele pour supprimer une boucle dangereuse sur la grand'route de l'Etat qui relie Bruxelles par Gand et Bruges à nos cités balnéaires, se trouve, par suite des affaissements du sol et des intempéries de l'hiver, dans un tel état de délabrement

que la très grande majorité des automobilistes empruntent l'ancienne route. Il en résulte que le danger que l'on a voulu éviter a décuplé. Les véhicules circulent à une allure désordonnée sur les deux routes parallèles et risquent constamment de se prendre en écharpe à chaque bout. Deux accidents graves, dont un mortel, se sont produits tout récemment en cet endroit. La réfection de ce tronçon de route est absolument indispensable et urgente (1).

La suppression des boucles de la Lys connues sous le nom de « Schoondael » en amont du pont de Wielsbeke et « Krommewaters » entre Winkel-Saint-Eloy et Grammene, boucles qui constituent une sérieuse entrave à la navigation, est demandée avec insistance par les intéressés. Les riverains verraient également dans ces travaux un remède aux inondations qui sévissent périodiquement en ces contrées. Les industriels de la région de Rculers, Iseghem, Ingelmunster demandent aussi l'élargissement du canal de Roulers à la Lys, dans les secteurs où l'étroitesse de cette voie de navigation rend le croisement des bateaux impossible.

VII.

AGENTS EN DISPONIBILITÉ.

Le crédit de 1,355,000 francs prévu pour le traitement d'attente des agents en disponibilité a paru nécessiter quelques précisions.

Votre Commission a demandé au Gouvernement pourquoi le Département

(1) Ces lignes étaient écrites lorsque le Ministre des Travaux Publics, répondant à nos vives sollicitations, nous fit savoir qu'il avait approuvé la soumission soumise pour la réfection de la route de Bruxelles à Ostende, section Donck-Bruges, sur le territoire de Sainte-Croix, traverse de Maele; mais que eu égard à la pénurie de paveurs et à la mauvaise saison actuelle, l'entrepreneur avait été autorisé à reporter au 1^{er} mars la date du commencement des travaux. Eu égard à la circulation intense que le retour de la belle saison ramènera dans ces parages, votre Commission insiste pour qu'aucun retard nouveau ne soit toléré dans l'exécution de réfections aussi urgentes.

des Travaux publics compte, en ce moment, un si grand nombre de ces agents. Elle a désiré recevoir aussi la nomenclature de ces fonctionnaires. Il lui fut répondu qu'à la date du 1^{er} novembre 1928, il y avait, dans la section de disponibilité, 92 agents des services extérieurs des Ponts et Chaussées et que les causes de la mise en disponibilité sont la suppression d'emploi, la maladie, le manque de vacances dans la cadre d'activité, l'insuffisance du nombre d'années de service requis pour être mis à la pension :

Voici la nomenclature des agents en disponibilité.

1^o *Pour suppression d'emploi :*

- 1 architecte en chef directeur.
- 2 chefs de bureau principaux.
- 3 chefs de bureau.
- 9 sous-chefs de bureau.
- 45 commis rédacteurs.
- 1 commis d'ordre.
- 1 chef de bureau principal dessinateur.
- 1 sous-chef de bureau dessinateur.
- 1 dessinateur expéditionnaire.
- 2 surveillants.
- 1 chef électricien.
- 1 chef jardinier.

2^o *Pour maladie :*

- 1 conducteur principal.
- 2 architectes.

- 2 commis rédacteurs.
- 1 commis dessinateur.
- 3 agents des voies navigables.
- 1 garde.
- 2 nettoyeuses.

3^o *En attendant les 30 ans de service requis pour être admis à la pension :*

- 4 gardiens.
- 1 surveillant.
- 2 agents des voies navigables.

4^o *Avec la moitié du traitement d'activité parce que le rappel d'activité est impossible à défaut de vacance dans le cadre :*

- 4 commis rédacteurs.
- 1 surveillant.

Votre Commission s'est demandé si une entente entre les divers départements ne pourrait pas s'établir en vue d'un meilleur emploi de ces agents. Il semble qu'il y ait là une initiative à prendre.

Par 5 voix contre 3, elle a l'honneur de proposer au Sénat l'adoption de ce projet de budget.

Le Président,
Baron RUZETTE.

Le Rapporteur,
Baron GILLÈS DE PELICHY.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 16 JANUARI 1929

Verslag uit naam der Commissie van Openbare Werken en Economische Zaken, belast met het onderzoek der begrooting van het Ministerie van Openbare Werken voor het dienstjaar 1929

(Zie de n^{rs} 4-IX en 49 van den Senaat)

Aanwezig : de heeren Baron RUZETTE, voorzitter; DE COCK DE RAMEYEN, HANNICK, LALEMAND, POLET, VAN BELLE, Burggraaf G. VILAIN XIII en Baron GILLÈS DE PELICHY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op 15 Januari 1929 door de Regeering geamendeerd. doet de begrooting van het Ministerie van Openbare Werken, voor het dienstjaar 1929, zich voor als volgt :

Gewone uitgaven . . fr. 180,949,538

Buitengewone uitgaven. . 16,972,000

Zegge te zamen . . fr. 197,921,538

De verhooging van 35,033,135 frank tegenover de in 1928 goedgekeurde kredieten is vooral te wijten aan de noodzakelijkheid over te gaan tot de herstelling en het onderhoud der wegen, te zorgen voor het behoud der Staatsgebouwen, voor het onderhoud der havens aan de kust, der kanalen en rivieren, eene verhooging van verblijfsvergoeding te verleenen aan de bewakers en aangestelden der bevaarbare waterwegen en aan de kantonniërs en een nieuwe wijze van regeling der reiskosten aan te nemen voor de ingenieurs van Bruggen en

Wegen, ingevolge de wenken der Commissie belast met het onderzoek van de werking der Staatsdiensten. De Regeering bevestigt ons dat de twee laatstvermelde oorzaken van verhooging ruim vergoed zullen worden door de vermindering van personeel, waartoe zal aanleiding worden gegeven door de hervorming der diensten van Bruggen en Wegen, en door een beter toezicht over de werken.

Verleden jaar heeft uwe Commissie zich bijzonder beziggehouden met de inkrimping der uitgaven, het onderhoud der wegen, het overseinen van het wassen der stroomen, en de betere verbindingen te verwezenlijken tusschen onze handelsmetropool en de haven van Zeebrugge, die hare voorhaven zou moeten zijn.

Dit jaar heeft uwe Commissie hare bijzondere aandacht gewijd aan de overstromingen, de wegen en hunne beplantingen, de kazerneering der gendarmerie, de havens aan de kust, de burgerlijke gebouwen, enkele dringende werken en de beschikbaar gestelde bedienden.

Hare beraadslagingen worden in de volgende hoofdstukken samengevat :

I.

DE OVERSTROOMINGEN.

Uwe Commissie heeft de bespreking dezer begrooting niet willen aanvatten zonder blijk te geven van haar diep medelijden met de zoo geteisterde bevolking uit de valleien van Schelde, Dender en Nethe.

Zij wenscht de Regeering levendig geluk omdat zij het initiatief heeft genomen van eene ruime en edelmoedige schadeloosstelling ten gunste van de zoo talrijke en zoo belangwekkende slachtoffers der overstromingen.

Zij brengt eene welverdiende hulde aan den ijver en de toewijding waarvan in deze tragische omstandigheden blijk geven de burgerlijke overheden, het leger, de Dienst van Bruggen en Wegen. Zij wenscht voor hunnen onvermoeibaren ijver geluk de afgevaardigden van het Roode-Kruis, van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, van den Boerenbond, alsmede de talrijke aanmoedigers van werken voor hulpverlening van meer privaten aard, wier bescheidenheid even groot is als hunne nederigheid en wier verdienste aldus nog veel aanzienlijker is.

De bijzonderste oorzaak der ramp schijnt te moeten worden gezocht in de plotselinge botsing, binnen dijken die niet stevig genoeg waren, tusschen landwater, bovenmatig gezwollen door den gestadigen regen, en zeewater onstuimig opgejaagd tot een verpletterende massa door een hevige tempeest.

Door de openbare besturen werden er onmiddellijk maatregelen getroffen om de ramp te beperken en om zooveel mogelijk de geleden schade te herstellen.

Misschien viel er vroeger wel eenige nalatigheid of traagheid te betreuren in de studie en de uitvoering der ontworpen herstellingswerken. Wij zullen

ons er niet bij ophouden het verleden te laken.

Onze beraadslagingen zijn er vooral op gesteld de toekomst te waarborgen.

Uwe Commissie oordeelt dat onder de voorbehoedende maatregelen, die onverwijld dienen getroffen om de hernieuwing van dergelijke rampen te voorkomen, in de eerste plaats dient vermeld eene steeds inniger samenwerking tusschen de Wateringen en den Dienst van Bruggen en Wegen; vervolgens, desnoods, een ruimer en werkelijker recht van toezicht van dezen dienst over de handelingen der belendende eigenaars, der wateringen en der overige plaatselijke besturen.

Ongetwijfeld zal de Regeering niet langer dralen ons de ontwerpen van nieuwe regeling voor te leggen, die door de omstandigheden wordt geboden.

De vroegere overstromingen, veroorzaakt door het ongeval aan de sluizen te Nieupoort, hebben eveneens de aandacht uwer Commissie gaande gemaakt.

Zij verlangde te weten om welke redenen de plaatselijke Dienst van Bruggen en Wegen te Nieupoort werd afschaft enkelen tijd vóór deze ramp; en zij vroeg aan den Minister van Openbare Werken of hij niet oordeelt dat deze dienst zou dienen hersteld.

Haar werd geantwoord :

« De dienst te Nieupoort werd afschaft, evenals al de overige arrondissementen van Bruggen en Wegen, omdat de Regeering zich te dezer zake heeft aangesloten bij de besluiten der Commissie belast met het onderzoek van de werking der Staatsdiensten.

» De bijzonderste redenen die in het verslag dezer Commissie worden aangevoerd, zijn dat de afschaffing der arrondissementen toelaat de getalsterkte van het administratief personeel merkkelijk te verminderen en dat bovendien, eens de vertraging in het arrondissement afschaft, de zaken veel vlugger worden afgehandeld.

» Zooals ik de gelegenheid heb gehad in den Senaat te verklaren, wat de arrondissementen Dendermonde, Kortrijk en Nieupoort betreft, is er nog geen definitief besluit getroffen.

» Vermits men heeft gesproken van de afschaffing van het arrondissement Nieupoort, tengevolge van het overkomen ongeval, voeg ik er bij dat er geenerlei verband van oorzaak tot uitwissel bestaat tusschen de afschaffing van dit arrondissement en de gebeurde ramp. »

De overstromingen, vóór drie jaar veroorzaakt door het plotseling wassen van de Maas, deze heel onlangs te Nieupoort, daarna in de valleien van de Schelde, de Dender en de Nethe, de werken die men voortdurend uitvoerde om de vaargeul van de Schelde te verbeteren, blijken meer dan ooit van aard om de inrichting van een waterbouwkundig laboratorium te billijken. Dit werd bij herhaling in het Parlement bewezen. Uw geachte collega's van de Commissie voor de Openbare Werken vonden het menschenlijk aan de Regeering te vragen haar inzichten op dit gebied te verduidelijken. Zij ontvingen het volgende antwoord :

« Tot de inrichting van een waterbouwkundig laboratorium bij de Universiteit te Gent werd *in beginsel* besloten in 1925, een akkoord ontstaan zijnde tusschen het Departement van Kunsten en Wetenschappen en dit van Openbare Werken. .

« Ongelukkig hebben de inkrimping van de uitgaven en de geringe kredieten ter beschikking van dit laatste Departement gesteld, niet toegelaten de vraag te hervatten. De uitgave voor de inrichting van dit laboratorium werd in 1925 op 21 millioen geraamd. »

II.

ONZE WEGEN EN HUNNE BEPLANTINGEN.

De voortdurende stijging der kredie-

ten voor de herstelling en het onderhoud onzer wegen verwierf volle instemming van uw Commissie.

Dit jaar zullen deze kredieten 79 millioen 600,000 frank bereiken.

De noodwendigheid onverwijld de talrijke verkeerswegen te verbeteren en de stijging der prijzen wettigen ruim deze vrijgevigheid van de openbare machten.

Het is trouwens een klaarblijkend nationaal belang, zoo zegt de Regeering in de begrootingstoelichting, in 1929 een aanvullende financieele opoffering te doen om een behoorlijken vervoerdienst op onze wegen te verzekeren tijdens het jubeljaar van 's lands onafhankelijkheid.

Het aanzienlijk drukker verkeer waaraan men zich moet verwachten, gedurende dat tijdstip, zoowel vanwege de Belgische reizigers als vanwege de talrijke vreemdelingen die ons land zullen bezoeken, vestigde bijzonder en andermaal onze aandacht op de reeds in verscheiden kringen aangetoonde noodzakelijkheid, langs ringlanen of breede zijwegen de groote verbindingswegen af te leiden van de reeds zoo opgepropte kommen onzer steden. Het vervoer bestemd voor andere centra onzer bedrijvigheid zou er gewis aan vlugheid en veiligheid bij winnen.

De studie dezer werken zou gebeuren in overleg met de stadsbesturen. De dikwijls zoo moeilijke toegang tot onze steden zou vergemakkelijkt worden voor degenen die er willen binnenrijden. De reizigers die er langsheen willen, zouden in den omgeleiden wegen eengroot voordeel vinden, en allen zouden wij genieten van de verfraaiing die voor ons land zou ontstaan uit wijzigingen welke, naar wij hopen, zouden gedaan worden door vakkundigen wier bevoegdheid wij reeds meermalen op prijs stelden.

Zouden mooie beplantingen en openbare tuinen niet veelal de gelukkige aanvulling dezer ondernemingen zijn ?

Met waar genoegen heeft uw Commis-

sie de toelating vernomen voor de verbreding van verschillende wegen, namelijk van Brussel-Oostende en van Brugge-Blankenberghe, toelating verleend door het Comité der Schatkist vergaderd onder voorzitterschap van den Eerste-Minister. Zij hoopt vurig dat de Regeering niet op zoo goeden weg zal stilblijven; er is in dit opzicht nog zooveel vooruitgang te maken.

Wij hebben bovendien met genoegen vastgesteld dat dit Comité, in zijn vergadering van 23 November jl., ten einde het herstel van ons wegnnet te bespoedigen, den aankoop heeft goedgekeurd van het noodige materiaal voor de inrichting van verschillende posten voor asphalteering en goudronneering in staatsbedrijf.

Te oordeelen naar de vertraging waarmee de aangestelden voor het dagelijksch onderhoud onzer verkeerswegen de beschadigingen herstellen door een steeds drukker gerij veroorzaakt, zou men zich kunnen afvragen of het deze aangestelden zelf niet aan materiaal ontbreekt.

Enkele kasseiën opnieuw geplaatst, een weinig grint in de putten gestort, eenige karren ballast zonder uitstel rondgestrooid om de gebrekkige zijpaden te herstellen, dat zou nochtans talrijke ongelukken en veel schade voorkomen en ook in de toekomst een aanzienlijke verhooging der uitgaven doen vermijden.

Uw Commissie heeft den wensch uitgedrukt juiste en omstandige inlichtingen te krijgen over de aanwending van de sommen gedurende de laatste drie jaren besteed aan het onderhoud der wegen. Ziehier het antwoord van de Regeering :

« Het is niet mogelijk dadelijk de juiste sommen op te geven die sedert drie jaar aan het onderhoud der wegen werden besteed. De tabel der uitgaven die zal opgemaakt worden, zal eerlang aan de Commissie worden meegedeeld. De kredieten, door de Wetgeving voor het onderhoud gestemd, beliepen voor de jaren 1925, 1926, 1927 onderscheidenlijk 26 miljoen, 26 miljoen en 39 mil-

lioën en werden geheel uitgegeven. Deze uitgaven voor onderhoud sloegen over het algemeen op :

« 1^o De onderhoudsovereenkomsten, dit wil zeggen de ondernemingen toevertrouwd aan de aannemers voor de uitvoering van werken :

» a) Van opnemen en herleggen met oude en nieuwe steenen op de wegen en volgens de hoeveelheden in het lastenkohier bepaald;

» b) Van algemeene en gedeeltelijke aanvulling van walsing van steenslagwegen;

» c) Van levering van steenslag te bezigen door de kantonniërs op de steenslagwegen;

» d) Van grondwerk, reiniging van greppels, het profileeren der bermen, enz.;

» e) Van onderhoud der beplantingen der wegen;

» f) Van wegruiming van sneeuw;

» g) Voor onvoorziene levering en werken van allen aard tot een beloop van bedragen en volgens eenheidsprijzen in het lastenkohier bepaald;

» 2^o De bijzondere ondernemingen voor kasseiing en steenslag, bestrijken van bestrate wegen, aanlegging of nieuwe bedekking van rijwielpaden, nieuwe beplantingen, enz.;

» 3^o De dienstverstrekkings en loonen voor onderhoud in Staatsbedrijf van de lanen, parken en squares van den Staat in de Brusselsche agglomeratie.

» 4^o De aankopen van gronden voor de verwezenlijking van de rooilijnen uitgevaardigd bij Koninklijke besluiten;

» 4^o De toelagen aan de gemeenten voor het aanleggen van gaanpaden, riolen, enz., op de groote Staatswegen;

» 6^o De dienst voor het bergen der auto's van Bruggen en Wegen en het herstel van motorwagens en fietsen ten

gebruike van de ambtenaren van dit bestuur.

Herhaaldelijk ook heeft uw Commissie blijk gegeven van het bijzonder belang dat zij stelt in de beplantingen die zoo ruim bijdragen tot de verfraaiing onzer wegen en openbare wandelingen. Ieder van ons weet dat de gepaste keuze van de te planten soorten een ernstige studie vergt van de eigenschappen van den grond, het klimaat en ook van de overheerschende winden. Het welslagen van de beplantingen hangt nog grootendeels af van de hoedanigheid der plantsoenen en van de zorgen door de werklieden besteed aan de voorbereiding en desnoods aan de bemesting van den grond en het graven der putten. Zij hangt ook af van het tijdstip der beplanting, de wijze waarop de jonge boomen aan den grond en vervolgens aan den leistik worden toevertrouwd.

Besteden zij die met deze werken belast zijn er steeds de noodige zorg aan? Bezitten zij doorgaans de vereischte bevoegdheid? En zij die ze moeten leiden, ofschoon zij doorgaans in hunne jeugd deze vraagstukken hebben bestudeerd, zijn zij niet vaak door andere beslommeringen in aanspraak genomen? Bezitten zij steeds de noodige ervaring? Hoe zouden wij uitleggen dat er zooveel slecht verzorgde beplantingen zijn zoowel op de Staatsbanen als op die der provinciën en der gemeenten, indien er op dit punt geen verbetering kon worden verwezenlijkt? En nochtans, blijven de gebruikers van de wegen en al wie zich om de schoonheid van ons land bekreunen — en zij zijn vrij talrijk — onverschillig voor den vooruitgang op gebied van uitbreiding der prachtige boomenrijen, die de verkeerswegen in talrijke naburige landen smukken? Wenschen zij niet hetzelfde voor onze wegen?

Nu dat het hout zoo schaarsch en derhalve zoo duur is, staat het buiten kijf dat de openbare Schatkist en de vaak ledige kassen onzer provinciën en

gemeenten eveneens merkelijke aanvullende inkomsten zouden genieten, indien de beplantingen langsheen onze wegen beter onderhouden waren.

Reeds in 1927 hebben er raadplegingen plaats gehad. Door ons ondervraagd, heeft de Minister geantwoord dat: « het Departement in 1928 niet veel werken voor nieuwe beplantingen in aanbesteding heeft gegeven.

» Ziehier enkele werken van dien aard, waarvoor de Diensten van Waters en Bosschen vooraf werden geraadpleegd:

» Beplantingen langsheen de baan Brussel-Rijsel, Gent-Bergen, Hornu-Barry, Gent-Valencijn, Brussel-Bergen, Namen-Charleroi.

» Beplantingen langsheen verscheidene banen der provincie Henegouw, vermeld in het lastkohier n° 159 van 1928.

» Beplantingen langsheen de banen Brussel-Oostende, Assche-Dendermonde, Brussel-Ninove in de provincie Brabant.

» Het is de gewoonte de Diensten van Waters en Bosschen te raadplegen, en deze regel wordt in acht genomen behalve in de gevallen waarin er geen twijfel kan bestaan over de keus der te planten boomen.

» In elk geval, de onderrichtingen, waarbij wordt voorgeschreven dat de Diensten van Waters en Bosschen vooraf moeten worden geraadpleegd, zullen nogmaals in herinnering worden gebracht aan de Diensten der Wegen. »

Uwe Commissie heeft zich afgevraagd of het zeer nuttig advies van den Dienst van Waters en Bosschen eveneens niet zou kunnen worden ingeroepen, niet toevallig maar doorgaans, voor de beplantingen langsheen de provincie- en gemeentewegen. Daar ook, naar het schijnt, zou er een allernuttigste samenwerking kunnen worden aangemoedigd en uitgebreid.

III.

KAZERNEERING DER GENDARMERIE.

Bij het onderzoek van de artikelen 15 en 35 der begrooting van Openbare Werken, hebben verschillende leden uwer Commissie den wensch uitgedrukt dat de op de gewone en op de buitengewone uitgaven voorziene kredieten zouden worden uitgetrokken op de begrooting der Gendarmerie. Andere leden deden opmerken dat het bouwen, onderhouden, herstellen en geschikt maken van de dienstlokalen een bijzonder bevoegd personeel vergt, dat het Gendarmiekorps niet bezit.

Het ware niet zeer economisch dit personeelcomplex bij de Gendarmerie tot stand te brengen, als wanneer de Dienst van Bruggen en Wegen over de ingenieurs, de bouwmeesters en heel het noodige personeel beschikt.

Er werd evenwel gezegd dat men misschien de daarmede verband houdende uitgaven over beide begrootingen zou kunnen verdeelen. Dezelfde opmerking werd gemaakt voor de uitgaven voor huur van woningen ten behoeve der Gendarmerie, welke uitgaven op de begrooting van Binnenlandsche Zaken voorkomen. Misschien zouden deze uitgaven eveneens op de begrooting der Gendarmerie dienen overgedragen? De voorziene kredieten schijnen trouwens ontoereikend. Want in tal van gemeenten vinden de gendarmen in die voorwaarden geen woongelegenheid wegens de stijging van de huurprijzen.

IV.

DE HAVENS AAN DE KUST.

Wij lezen in de toelichting der Begrooting van Openbare Werken, artikel 18, dat het onderhoud onzer havens aan de kust eene kredietverhoging van 1 miljoen zal vergen.

Uwe Commissie heeft gevraagd hoe deze verhoging zou worden verdeeld.

Ziehier wat de Regeering voorziet :

Haven en kust te Oostende	300,000
Haven en kust te Nieu- poort	200,000
Haven en kust te Blan- kenberghe	500,000

Te zamen, fr. 1,000,000

Verschillende leden uwer Commissie hebben bovendien enkele ophelderingen gevraagd aangaande het aanwenden der 5 millioen, in hetzelfde artikel 18 der Begrooting voorzien voor de baggerwerken, de kust, de parken, lanen en beplantingen in de duinen, enz. Het Departement heeft hun geantwoord dat deze som de volgende posten omvat :

3,000,000 frank voor de baggerwerken in de havens van Nieuipoort, Blankenberghe en Oostende, alsmede in de vaargeulen dezer havens;

1,200,000 frank voor het onderhoud der werken aan de kust te Blankenberghe;

250,000 frank voor het onderhoud der werken aan de kust te Oostende;

200,000 frank voor het onderhoud der werken aan de kust te Nieuipoort;

100,000 frank voor het onderhoud der duinen;

250,000 frank voor allerlei werken.

Het geldt hier slechts vooruitzichten die in den loop van het dienstjaar kunnen worden gewijzigd, daar alleen het bedrag van 8,000,000 frank, bij artikel 18 voorzien, onveranderlijk is.

V.

DE BURGERLIJKE GEBOUWEN.

Verschillende leden uwer Commissie hebben de aandacht der Regeering gevestigd op de dringende herstellingswerken aan de koepel van het Justitiepaleis te Brussel en aan de lantaarn daarboven. In eene nota aan de begrooting gehecht, wordt ons verzekerd dat een

bedrag van 60,000 frank, uitgetrokken op het krediet van 5,900,000 frank voor de burgerlijke gebouwen aangevraagd, zal worden besteed aan dit werk en dat bovendien het herstellen der koepeltjes op de daken, alsmede het verwen van het ijzer- en houtwerk der hooge gedeelten van het gebouw, zal worden verzekerd.

Er werd eveneens uitgezien naar een betere benutting van de kelders van dit ruime gebouw. Uwe Commissie verzoekt de Regeering dit vraagstuk eerlang grondig te onderzoeken.

De zeer slechte staat van sommige daken van het Koninklijk Paleis te Brussel heeft eveneens de aandacht onzer geachte collega's gaande gemaakt.

Er werd geantwoord als volgt op een vraag om inlichtingen :

« De volgende werken werden uitgevoerd aan de daken van het Koninklijk Paleis en aanhoorigheden op het krediet van 700,000 frank voorzien bij artikel 32 der gewone begrooting voor 1928 (buitengewone uitgaven) :

« a) Herstel van het dak der aanhoorigheden van het Paleis langs de Naamsche straat (bedrag der werkelijk uitgevoerde werken), fr. 49,919-90;

» b) Herstel van het dak der koninklijke stallen, Troonplaats. Het juiste bedrag der werken is nog niet bepaald, het zal ongeveer 4,000 frank beloopten.

» Bij het Departement is er geen enkel ander voorstel ingekomen tot herstellingswerken aan de daken.

» Er dient echter opgemerkt dat de begrotingsramingen voor 1929 bij artikel 33 (Gewone Begrooting. Buitengewone uitgaven) een krediet van 80 duizend frank voorzien voor het verwen der ijzeren geraamten, der drie koepels en der buitentorentjes van het Paleis. »

VI.

ENKELE DRINGENDE WERKEN.

De aandacht uwer Commissie werd gevestigd op de noodzakelijkheid onver-

wijld de brug van Varssenaere op de vaart Oostende-Brugge te hernieuwen. Dorpen en landbouwexploitaties zijn afgezonderd; sedert den oorlog is het verkeer bijna onmogelijk geworden.

Men draalt waarlijk al te lang met het herstellen, bij het verlaten van Brugge, van de brug van Scheepsdaele, die tijdens den Zomer wordt benuttigd door duizenden reizigers die de kust bezoeken.

Het vak van den nieuwen steenweg op het gehucht Maele aangelegd, om een gevaarlijke bocht te doen verdwijnen op de groote Staatsbaan, die Brussel over Gent en Brugge verbindt met onze badsteden, bevindt zich wegens het inzakken van den grond en het gure Winterweder in een zoo slechten toestand dat de meeste autovoerders de vroegere baan volgen. Dit heeft voor gevolg dat het gevaar, dat men heeft willen vermijden, tienmaal grooter is. De rijtuigen rijden met overdreven snelheid langs de twee gelijklopende banen en lopen gestadig gevaar aan ieder uiteinde op elkaar te botsen. Twee ernstige ongevallen, waarvan een met doodelijken afloop, hebben zich onlangs te dezer plaatse voorgedaan. De herstelling van dit baanvak is onontbeerlijk en dringend (1).

De afschaffing der Leiebochten gekend onder den naam van « Schoon-dael », stroomopwaarts de brug van Wielsbeke, en « Krommewaters », tusschen Winkel-Sint-Eloi en Grammene, welke bochten de scheepvaart ten

(1) Dit was geschreven toen de Minister van Openbare Werken, ingaande op ons levendig aandringen, ons liet weten dat hij zijne goedkeuring had gehecht aan de aanbesteding uitgeschreven voor het herstel der baan Brussel-Oostende, vak Donck-Brugge, op het grondgebied van Sinte-Kruis, door Maele, dat echter, gezien het gebrek aan kasseileggers en het huidige ongunstige jaargetijde, de aannemer toelating had bekomen om slechts op 1 Maart met de werken aan te vangen.

Gezien het druk verkeer tijdens den Zomer, dringt uwe Commissie aan opdat er geen enkel nieuw uitstel zou worden toegestaan voor het uitvoeren van zoo dringende herstellingswerken.

zeerste belemmereu, wordt door de belanghebbenden dringend gevraagd. De oeverbewoners zien eveneens in deze werken een middel ter voorkoming van de overstromingen, die regelmatig deze streek teisteren.

De nijveraars uit de streek van Roeselare, Iseghem, Ingelmunster, vragen eveneens dat de vaart van Roeselare naar de Leie zou worden verbreed in de vakken, waar het kruisen van schepen onmogelijk is.

VII.

BEDIENDEN IN BESCHIKBAARHEID.

Het krediet van 1,355,000 frank voorzien voor het wachtgeld der bedienden in beschikbaarheid, vergt eenige verduidelijking.

Uw Commissie heeft aan de Regering gevraagd waarom het Departement van Openbare Werken een zoo groot aantal dezer bedienden telt. Zij wou eveneens de opsomming dezer ambtenaren kennen. Haar werd geantwoord dat op 1 November 1928 in de afdeeling der beschikbaren 92 bedienden waren van de buitendiensten van Bruggen en Wegen en dat de oorzaken der beschikbaarstelling zijn : de afschaffing van bediening, ziekte, gebrek aan open plaatsen in den werkelijken dienst, het ontoereikend aantal dienstjaren vereischt om op pensioen gesteld te worden.

Ziehier de opsomming der bedienden in beschikbaarheid :

1^o *Wegens afschaffing van bediening :*

- 1 hoofd-bouwkundige bestuurder.
- 2 eerst aanwezende bureeloversten.
- 3 bureeloversten.
- 9 onder-bureeloversten.
- 45 klerken opstellers.
- 1 ordeklerek.
- 1 eerst aanwezig bureeloverste teekenaar.
- 1 ouderbureeloverste teekenaar.

1 teekenaar expeditionnaire.

2 opzichters.

1 hoofd-electricien.

1 hoofd-hovenier.

2^o *Wegens ziekte :*

1 eerst aanwezig conducteur.

2 bouwkundigen.

2 klerken opstellers.

1 klerk teekenaar.

3 bedienden bij de bevaarbare waterwegen.

1 wachter.

2 schoonmaaksters.

3^o *In afwachting dat zij de vereischte dertig jaren dienst hebben om op pensioen gesteld te worden :*

4 bewakers.

1 opzichter.

2 bedienden bij de bevaarbare waterwegen.

4^o *Met de helft der activiteitswedde omdat toegang tot werkelijken dienst onmogelijk is, bij gebrek aan open plaats in het kader :*

4 klerken opstellers.

1 opzichter.

Uw Commissie vraagt zich af of een overleg tusschen de onderscheiden departementen niet zou kunnen tot stand komen met het oog op een betere tewerkstelling dezer bedienden. Het lijkt dat in dit opzicht een initiatief te nemen is.

Met 5 tegen 3 stemmen, heeft zij de eer aan den Senaat voor te stellen de begroting goed te keuren.

De Voorzitter,
Baron RUZETTE.

De Verslaggever,
Baron GILLÈS DE PELICHY.